SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1890-1891.

Projet de Loi sur l'Assistance publique.

(Voir les nos 138, session de 1887-1888, 183, session de 1889-1890, 179, 181, 182, 183, 185, 188, 191, 219, 220, 224, 225, 230, 233, 237 et 248, session de 1890-1891, de la Chambre des Représentants; 109, session de 1890-1891, du Sénat.)

AMENDEMENT.

Projet présenté par M. Montefiore Levi,
dans la séance du 18 août 1891.

ARTICLE PREMIER.

La charge des secours fournis aux indigents est supportée par les communes dans lesquelles ceux-ci ont résidé pendant les cinq années précédant le moment où l'assistance devient nécessaire. Cette charge incombe à chaque commune proportionnellement à la durée du séjour de l'indigent sur son territoire, sans faire entrer en ligne de compte les absences dont la durée n'a pas dépassé trois mois et en opérant le décompte par semestre, celui-ci n'étant pas pris en compte si le séjour est de un trimestre ou moins de un trimestre.

ART. 2.

Si pendant la totalité ou une partie des cinq années dont il est question à l'article précédent, le séjour ne pouvait être prouvé dans aucune commune, la part proportionnelle des frais de secours tombera à charge du fonds commun formé ainsi qu'il est dit à l'article suivant, sauf recours en remboursement contre la ou les communes dont la responsabilité pourrait être ultérieurement établie.

ART. 3.

Le fonds commun est formé pour une moitié par les versements des communes, pour un quart par ceux des provinces et pour un quart par les subsides de l'État.

Le montant en est déterminé par arrêté royal.

La répartition de la part contributive des communes se fait pour une moitié d'après le chiffre de la population et pour l'autre moitié d'après le produit des impôts directs au profit de l'État.

(2)

La part contributive de chaque province sera égale à la moitié des versements des communes constituant le ressort.

ART. 4.

Le fonds commun prévu à l'article précédent est destiné à faire face aux frais de secours non récupérables à charge de communes ou de tiers selon l'article 2, aux frais d'entretien, de traitement et d'éducation prévus à l'article 5, aux charges résultant de l'article 6.

Le fonds commun est géré par l'État.

ART. 5.

Les frais de l'entretien et du traitement des aliénés indigents qui auront été admis dans un asile spécial en exécution des lois sur le régime des aliénés, ainsi que les frais de l'entretien, du traitement et de l'éducation des indigents aveugles ou sourds-muets placés dans un institut spécial pour y recevoir l'instruction seront supportés par le fonds commun.

ART. 6.

Les frais d'assistance des indigents indigènes rapatriés à l'intervention du Gouvernement, absents de la Belgique depuis plus de cinq ans, ou aliénés, sourds-muets ou aveugles, seront à charge du fonds commun.

ART. 7.

S'il y a lieu à intervention du fonds commun en vertu des articles 2 et 5 de la présente loi, la commune en donne avis au Gouvernement endéans la huitaine. Au cas où cet avis ne serait pas transmis au Gouvernement endéans la huitaine, les frais faits antérieurement à la date de la réception de l'avis, resteraient à la charge exclusive de la commune.

L'administration du fonds commun statue, sauf recours au Roi, quant à l'application des dispositions des articles 2 et 5; elle vérifie, par voie d'enquête ou d'expertise au besoin, la légitimité du recours exercé contre le fonds commun. S'il s'agit d'un sourd-muet ou d'un aveugle placé dans un institut spécial, elle s'assure par les mêmes voies, le cas échéant, que l'indigent est en état de profiter de l'instruction donnée dans l'institut. Elle veille à ce que le séjour des indigents sourds-muets ou aveugles dans les instituts ne se prolonge pas au delà du temps nécessaire à leur instruction.

ART. 8.

Le recours au Roi contre les décisions prises par l'administration du fonds commun, conformément à l'article précédent, doit, sous peine de déchéance, être formé dans les trente jours, à compter de la notification de la décision à la commune intéressée.

ART. 9.

N'est point comptée comme temps d'habitation la durée du séjour sur le territoire d'une commune des sous-officiers et soldats, gendarmes et douaniers en service actif, des détenus, des individus admis ou placés dans des établissements de bienfaisance ou des maisons de santé ou secourus à domicile par la charité publique.

La durée de séjour qui ne peut compter aux termes du paragraphe précédent est réunie au temps d'habitation immédiatement postérieur pour former le terme de cinq années requis par l'article 1^{er}.

ART. 10.

Tous les frais occasionnés par le traitement des prostituées atteintes de maladies syphilitiques sont à la charge de la commune dans laquelle elles se livrent à la prostitution.

ART. 11.

Les frais de traitement et d'assistance en cas de maladie grave ou de blessure, de domestiques à gage ou d'ouvriers et des membres de leur famille dont l'entretien leur incombe sont à la charge de la commune où ils habitent depuis une année au moins, à moins que la nécessité du traitement ou de l'assistance n'ait duré plus de quarante jours. Le remboursement des frais ultérieurs de traitement et d'assistance peut seulement être réclamé.

Dans le cas prévu au § 1^{er}, la commune aura un droit de recours contre le patron qui, par défaut de précautions, est cause de l'accident qui a nécessité l'assistance.

ART. 12.

Le remboursement des frais relatifs aux cadavres rejetés par la mer peut être réclamé à la charge de l'État, sauf recours contre qui de droit.

ART. 13.

Les frais d'entretien des indigents valides mis à la disposition de l'État en vertu, soit d'une condamnation du chef de mendicité ou de vagabondage, soit par application de l'article 72 du Code pénal, sont supportés par l'État.

ART. 14.

Le remboursement des frais d'assistance faits en exécution de la présente loi est poursuivi, s'il y a lieu, à charge des personnes secourues ou, conformément aux articles 205 et 206 du Code civil, à charge de leurs parents ou alliés.

L'action en répétition pour compte du fonds commun est intentée au nom de ce fonds, poursuites et diligences du Ministre de la Justice.

ART. 15.

Tous les recouvrements de frais prévus par la présente loi, sauf ceux dont il est fait mention à l'article précédent, sont prescrits cinq ans après que les secours ont été accordés.

Néanmoins, cette prescription est interrompue pour toute réclamation faite conformément à la présente loi.

ART. 16.

Tous les frais de l'assistance publique incombant aux communes sont supportés par les hospices et les bureaux de bienfaisance, sans préjudice des subsides qui leur sont accordés en cas d'insuffisance de ressources. Les n^{os} 16^o, 17^o et 18^o de l'article 131 de la loi communale sont abrogés.

ART. 17.

Les différends en matière d'assistance publique quant à l'application de la présente loi sont décidés entre des communes d'une même province par la députation permanente du conseil provincial, sauf recours au Roi dans les trente jours de la notification de la décision aux communes intéressées.

Le recours doit être, à peine de déchéance, notifié endéans la huitaine aux communes intéressées. Tous les différends dans lesquels le fonds commun, une province, l'État ou des communes de provinces différentes ont un intérêt, sont décidés par le Roi.

Néanmoins, les contestations relatives à l'application de l'article 14 de la présente loi restent soumises aux tribunaux civils.

ART. 18.

La commune où des secours provisoires sont accordés est tenue d'en donner avis directement, endéans la huitaine, à la commune ou aux communes que l'on présume être responsables de tout ou partie de la charge du secours fourni.

Si, malgré les diligences de l'administration de la commune où les secours sont accordés, la commune tenue de l'assistance de l'indigent ne peut être immédiatement découverte, le délai de huitaine ne prendra cours qu'à dater du jour où celle-ci sera découverte.

ART. 19.

A défaut d'avoir donné les avis *de la manière* et dans les délais déterminés par les articles précédents, la commune est déchue du droit de réclamer le remboursement des avances faites avant la huitaine précédant l'envoi d'un avis.

ART. 20.

Les frais d'assistance remboursés par une administration qui n'y était pas tenue peuvent être réclamés de l'administration débitrice à la condition que la réclamation soit produite dans la quinzaine à dater du jour où l'erreur a été découverte.

ART. 21.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les États étrangers des traités pour le repatriement des indigents. Sauf convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à la demande des administrations qui pourvoient à leur subsistance, être renvoyés à la frontière.

ART. 22.

Il est procédé aux enquêtes, s'il y a lieu, soit par la voie administrative, soit par-devant le juge de paix qui est délégué par l'autorité saisie de la contestation. Les frais de l'enquête sont joints au principal.

ART. 23.

Les frais faits à titre de secours provisoire sont remboursés sur la présentation d'un état de débours.

Dans les deux mois de la présentation, la taxe de cet état peut être demandée selon les distinctions établies par l'article 17.

ART. 24.

A défaut de paiement dans les trois mois de la présentation de l'état de débours ou dans le mois de la taxe, il est dû intérêt à raison de 3 1/2 p. c. l'an sur les sommes réclamées ou admises, à moins que l'administration débitrice n'ait obtenu un délai de paiement, soit de la députation permanente à laquelle l'administration créancière est subordonnée, soit du Roi.

ART. 25.

Le tarif pour le remboursement des frais d'entretien et de traitement des indigents admis dans les hospices, hôpitaux et asiles spéciaux est arrêté par la députation permanente et approuvé par le Roi.

ART. 26.

Quiconque, dans l'intention de soustraire une commune aux charges que la présente loi impose, aura directement ou indirectement, par des promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machination ou

(18)

artifice coupable, engagé un individu à quitter le territoire de cette commune sera puni d'une amende de 50 à 500 francs.

En cas de récidive, l'amende sera de 100 à 1,000 francs.

ART. 27.

La présente loi ne déroge pas aux statuts des fondations particulières.

ART. 28.

Les actes d'indemnité, de garant, de décharge, de réadmission et autres semblables sont nuls et de nul effet.

ART. 29.

La loi du 14 mars 1876 relative au domicile de secours est abrogée et cessera ses effets à partir de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 30.

La présente loi sera mise en vigueur le